

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 août 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 141 de l'ordre du jour provisoire*

**Rapport d'activité du Bureau des services
de contrôle interne****Rapport d'activité du Bureau des services
de contrôle interne pour la période
du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010****Additif****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Bilan général de la mise en œuvre des recommandations	5
III. Analyse des recommandations n'ayant pas encore été pleinement appliquées.	6
A. Répartition chronologique des recommandations.	6
B. Recommandations particulièrement préoccupantes	9
IV. Incidences financières des recommandations du Bureau des services de contrôle interne	11
V. Rapports publiés au cours de la période considérée	12
A. Rapports établis à l'intention de l'Assemblée générale	13
B. Rapports établis à l'intention des directeurs de programme	14
C. Rapports de clôture	38

* A/65/150.



Liste des sigles et acronymes

BAJ	Bureau des affaires juridiques
BANUGBIS	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
BINUB	Bureau intégré des Nations Unies au Burundi
BINUCA	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
BINUSIL	Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone
BONUCA	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
BPPBC	Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité
CCI	Centre du commerce international CNUCED/OMC
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCS	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPS	Comité exécutif pour la paix et la sécurité
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CIC	Centre international de calcul
CMCN	Commission mixte Cameroun-Nigéria
CMP	Plan-cadre d'équipement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DAES	Département des affaires économiques et sociales
DAM	Département de l'appui aux missions
DAP	Département des affaires politiques
DG	Département de la gestion
DGACM	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
DI	Département de l'information
DOMP	Département des opérations de maintien de la paix

DSS	Département de la sûreté et de la sécurité
EC-ESA	Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales
EMG	Groupe de la gestion de l'environnement
EOSG	Cabinet du Secrétaire général
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
FNUPI	Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IMS	Service de la gestion des investissements
ISDR	Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINUNEP	Mission des Nations Unies au Népal
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
OCSS	Bureau des services centraux d'appui
ODA	Bureau des affaires de désarmement
OHRLLS	Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
OICT	Bureau des technologies de l'information et des communications
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUG	Office des Nations Unies à Genève

ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
ONUV	Office des Nations Unies à Vienne
OSAA	Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
TPIR	Tribunal pénal international pour le Rwanda
TPIY	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
UNCCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNICRI	Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice
UNIDIR	Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
UNJSPF	Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
UNODC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNOWA	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest
UNPOL	Police des Nations Unies
UNPOS	Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie
UNRISD	Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies

I. Introduction

1. Le présent additif donne des renseignements sur l'état d'avancement de l'application des recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI). Bien qu'un certain nombre d'entités du système des Nations Unies soumises au contrôle du Bureau appliquent ses recommandations systématiquement et en temps utile, le présent additif appelle l'attention sur celles qui sont les plus préoccupantes parce que leur mise en œuvre a pris du retard ou que l'Administration n'y a pas donné suite aussi rapidement qu'il aurait fallu.

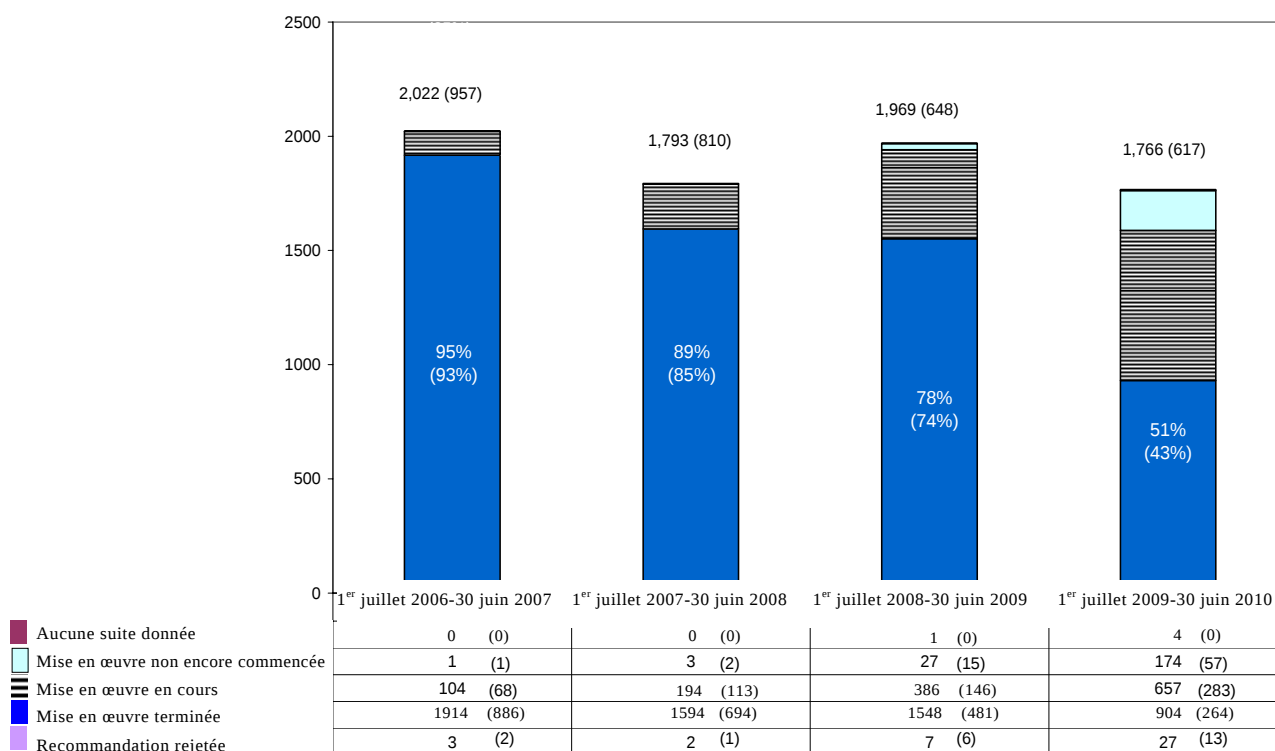
2. Le rapport comprend quatre grandes sections (II à V). La section II présente un bilan général de la mise en œuvre des recommandations. La section III donne des précisions, entité par entité, sur les recommandations restant à appliquer, à l'aide d'un tableau d'ancienneté récapitulatif accompagné, le cas échéant, d'observations sur les recommandations qui posent problème. La section IV dresse la liste des recommandations du Bureau ayant des incidences financières (élimination de certaines de dépenses, recouvrement de sommes indûment versées, gains d'efficacité et autres améliorations). La section V donne la liste des rapports de contrôle publiés par le Bureau entre le 1^{er} juillet 2009 et le 30 juin 2010.

II. Bilan général de la mise en œuvre des recommandations

3. Au cours de la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, le Bureau a formulé 1 992 recommandations à l'intention d'entités du système des Nations Unies, dont 669 (34 %) étaient jugées d'importance critique. Au 30 juin 2010, les directeurs de programme avaient appliqué 904 recommandations (51 %) du total de celles formulées entre le 1^{er} juillet 2009 et le 31 mai 2010, dont 264 (43 %) étaient des recommandations d'importance critique¹. La figure ci-après indique la répartition par période des recommandations faites entre le 1^{er} juillet 2006 et le 30 juin 2010, ainsi que le pourcentage de recommandations appliquées, par période également.

¹ La période considérée va du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 mais, en raison des délais impartis, les statistiques ne portent que sur les recommandations formulées jusqu'au 31 mai 2010 et leur état d'application au 30 juin 2010.

**Répartition des recommandations faites entre le 1^{er} juillet 2006 et le 30 juin 2010
suivant l'état d'avancement de leur mise en œuvre^a, et le taux d'application^b**



^a Recommandations formulées au 31 mai 2010 et état de leur mise en œuvre au 30 juin 2010. Le nombre des recommandations jugées d'importance critique est donné entre parenthèses pour chaque catégorie.

^b Les chiffres concernant les recommandations d'importance critique sont donnés entre parenthèses, avec le taux d'application.

III. Analyse des recommandations n'ayant pas encore été pleinement appliquées

A. Répartition chronologique des recommandations

4. Le tableau 1 donne la répartition, entité par entité, de l'ensemble des recommandations qui n'avaient pas encore été pleinement appliquées au 30 juin 2010, ainsi que le nombre d'années depuis lequel chaque recommandation est en souffrance, le nombre de recommandations jugées d'importance critique étant indiqué entre parenthèses. Pour recueillir ces données, on a donné trois semaines à chaque entité pour donner des précisions sur les progrès réalisés au 30 juin 2010 dans la mise en œuvre des recommandations.

Tableau 1
Ancienneté au 30 juin 2010 des recommandations en souffrance^a

Entité	Toutes recommandations en souffrance				1 ^{er} juillet 2009 -30 juin 2010	1 ^{er} juillet 2008 -30 juin 2009	1 ^{er} juillet 2007 -30 juin 2008	1 ^{er} juillet 1999 -30 juin 2007
	En cours d'application	Application non encore commencée	Recom- mandation rejetée	Pas de réponse	<1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	>3 ans
BAJ	5 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	4 (1)	0 (0)
BCAH ^f	66 (35)	0 (0)	4 (2)	1 (0)	30 (15)	17 (8)	16 (12)	8 (2)
BINUB	7 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	7 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
BINUCA	4 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
BINUSIL	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
Bureau de la déontologie	6 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (1)	0 (0)	2 (0)	0 (0)
CCNUCC	20 (20)	23 (6)	0 (0)	0 (0)	38 (21)	5 (5)	0 (0)	0 (0)
CCS	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)
CEA	23 (11)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	8 (7)	6 (0)	3 (1)	6 (3)
CEE	5 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (2)	1 (1)	0 (0)
CEPS	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)
CESAO	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)
CESAP ^d	0 (0)	18 (6)	0 (0)	0 (0)	18 (6)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
CMCN	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)
CNUCED	16 (5)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	7 (0)	4 (2)	2 (1)	3 (2)
DAES	33 (17)	3 (3)	0 (0)	0 (0)	20 (12)	9 (5)	6 (2)	1 (1)
DAM	24 (14)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	8 (2)	9 (5)	8 (8)	0 (0)
DAP	35 (17)	2 (2)	0 (0)	0 (0)	18 (10)	1 (0)	4 (3)	14 (6)
DG ^b	213 (112)	17 (8)	16 (9)	1 (0)	112 (51)	43 (14)	57 (37)	35 (27)
DGACM	7 (4)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5 (4)	0 (0)	2 (0)	0 (0)
DI	9 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3 (0)	6 (2)	0 (0)	0 (0)
DOMP ^c	36 (21)	0 (0)	1 (0)	0 (0)	21 (10)	9 (5)	1 (1)	6 (5)
DSS	22 (5)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	5 (1)	16 (2)	0 (0)	2 (2)
EC-ESA	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)
EOSG	24 (15)	25 (11)	1 (1)	0 (0)	24 (10)	14 (12)	2 (2)	10 (3)
FNUOD	2 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
FNUPI	4 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (2)	0 (0)	0 (0)
HCDH ^g	44 (31)	5 (1)	0 (0)	0 (0)	40 (26)	4 (4)	1 (0)	4 (2)
HCR ⁱ	211 (109)	53 (19)	3 (1)	0 (0)	143 (47)	65 (33)	23 (16)	36 (33)
MANUA	31 (16)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	13 (7)	13 (5)	1 (0)	5 (5)
MANUI	33 (12)	7 (4)	7 (5)	0 (0)	26 (8)	9 (5)	4 (2)	8 (6)
MINUAD ^j	34 (17)	5 (1)	0 (0)	0 (0)	25 (12)	14 (6)	0 (0)	0 (0)
MINUK	6 (5)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	6 (4)	0 (0)	0 (0)	1 (1)
MINUL	55 (23)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	35 (16)	14 (4)	0 (0)	7 (3)
MINURCAT	5 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
MINUS ^l	83 (26)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	55 (13)	13 (4)	11 (6)	5 (3)
MINUSTAH	21 (8)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	13 (5)	4 (0)	3 (3)	1 (0)

Entité	Toutes recommandations en souffrance				1 ^{er} juillet 2009 -30 juin 2010	1 ^{er} juillet 2008 -30 juin 2009	1 ^{er} juillet 2007 -30 juin 2008	1 ^{er} juillet 1999 -30 juin 2007
	En cours d'application	Application non encore commencée	Recom- mandation rejetée	Pas de réponse	<1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	>3 ans
MINUT	18 (10)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	14 (7)	3 (2)	1 (1)	0 (0)
MONUC ^e	47 (17)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	10 (2)	20 (6)	4 (4)	13 (5)
ODA	3 (1)	0 (0)	2 (1)	0 (0)	5 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
OHRLLS	4 (2)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5 (2)	0 (0)	0 (0)
OICT ^h	22 (7)	3 (0)	0 (0)	0 (0)	16 (4)	9 (3)	0 (0)	0 (0)
ONUCI	24 (9)	2 (1)	2 (2)	0 (0)	11 (3)	14 (7)	3 (2)	0 (0)
ONUG	14 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	2 (0)	10 (1)	1 (1)
ONU-Habitat	6 (4)	6 (3)	0 (0)	0 (0)	11 (6)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
ONUN	12 (6)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5 (1)	1 (0)	2 (1)	4 (4)
ONUST	4 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (2)	2 (0)	0 (0)	0 (0)
ONUV	2 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	1 (1)	0 (0)
OSAA	14 (4)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	11 (3)	3 (1)	0 (0)
PNUE	18 (11)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	10 (4)	1 (0)	7 (7)
PNUE (EMG)	2 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (2)	0 (0)	0 (0)
TPIY	16 (2)	0 (0)	1 (0)	0 (0)	9 (1)	7 (1)	1 (0)	0 (0)
UNCCD	7 (1)	4 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	11 (1)	0 (0)	0 (0)
UNFICYP	4 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
UNICRI	12 (8)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	12 (8)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
UNIDIR	9 (6)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	8 (6)	0 (0)	2 (1)
UNIFIL	8 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	8 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
UNJSPF (IMS)	5 (1)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	5 (1)	0 (0)	1 (1)	0 (0)
UNJSPF ^k	44 (3)	25 (7)	1 (0)	0 (0)	29 (7)	27 (1)	14 (2)	0 (0)
UNODC	19 (9)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	17 (7)	2 (2)	0 (0)	0 (0)
UNOPS	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
UNOWA	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)
UNPOS	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
UNRISD	4 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (3)
UNRWA	8 (5)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	6 (4)	0 (0)	2 (1)	0 (0)
UNU	5 (4)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5 (4)

^a Figurent dans ce tableau les recommandations qui avaient été faites au 31 mai 2010 et l'état de leur avancement au 30 juin 2010. Le nombre de recommandations d'importance critique est donné entre parenthèses.

^b Sur les recommandations que le DG n'a pas encore appliquées, 2 ont été formulées en mai 2010.

^c Sur les recommandations que le DOMP n'a pas encore appliquées, 14 ont été formulées en mai 2010.

^d Sur les recommandations que la CESAP n'a pas encore appliquées, 18 ont été formulées en mai 2010.

^e Sur les recommandations que la MONUC n'a pas encore appliquées, 8 ont été formulées en mai 2010.

^f Sur les recommandations que le BCAH n'a pas encore appliquées, 22 ont été formulées en mai 2010.

^g Sur les recommandations que le HCDH n'a pas encore appliquées, 10 ont été formulées en mai 2010.

^h Sur les recommandations que l'OICT n'a pas encore appliquées, 7 ont été formulées en mai 2010.

ⁱ Sur les recommandations que la MINUAD n'a pas encore appliquées, 12 ont été formulées en mai 2010.

^j Sur les recommandations que le HCR n'a pas encore appliquées, 17 ont été formulées en mai 2010.

^k Sur les recommandations que l'UNJSPF n'a pas encore appliquées, 10 ont été formulées en mai 2010.

^l Sur les recommandations en souffrance que la MINUS n'a pas encore appliquées, 3 ont été formulées en mai 2010.

B. Recommandations particulièrement préoccupantes

5. On trouvera dans la présente section les observations du Bureau des services de contrôle interne sur certaines recommandations dont l'application le préoccupe particulièrement. Il s'agit de cas où l'Administration a soit rejeté la recommandation, soit manqué de prendre promptement des mesures permettant d'y donner suite.

6. Dans ses missions d'audit et enquêtes relatives aux opérations de secours menées à la suite du tsunami par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, les fonds et programmes et les institutions spécialisées des Nations Unies (document AN2006/590/06/002, publié en décembre 2006), le Bureau avait recommandé que le Secrétaire général élabore, en collaboration avec les chefs des fonds et programmes et des institutions spécialisées, un document dans lequel soit arrêtée une politique de contrôle interne pour les activités interorganisations visant à remédier aux effets du tsunami, et soient notamment définies les règles applicables en matière de contrôle commun, et qu'il présente ce document à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social pour approbation. En janvier 2010, le Cabinet du Secrétaire général a demandé au Bureau de classer définitivement la recommandation, qui semblait obsolète. Le BSCI estime que l'administration du système des Nations Unies doit concrétiser son engagement en faveur de la transparence et du principe de responsabilité, non seulement pour les activités liées au tsunami mais pour toute situation d'urgence, en établissant et présentant à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, pour approbation, un document directif unique détaillant les dispositions réglementaires, les mécanismes de coordination, les systèmes et procédures d'établissement de rapports et les mesures prises pour prévenir les pertes, abus et dommages. En juillet 2010, le Cabinet du Secrétaire général a indiqué qu'il recommanderait au Groupe de coordination de l'assistance humanitaire de revoir cette recommandation.

7. Dans son audit de la gestion de la sécurité et de la sûreté à l'Office des Nations Unies à Nairobi (document AA2004/211/03, publié en octobre 2005), le BSCI avait recommandé que, pour définir clairement les attributions des agents de sécurité du pays hôte concernant le contrôle de l'accès au complexe de Gigiri, le Département de la sûreté et de la sécurité conclue avec le pays hôte un accord définissant les rôles et responsabilités de ces agents, notamment les mesures qu'ils devaient prendre en cas d'urgence, en particulier dans les situations où ils pouvaient être contraints de faire usage de leurs armes. L'Office avait accepté la recommandation et fait savoir, en décembre 2006, qu'un projet de directives générales sur les rôles et responsabilités était en attente d'approbation. Il avait indiqué par la suite que le document était toujours examiné par le Bureau des affaires juridiques, dont il attendait de recevoir l'avis. Le Bureau des affaires juridiques a toutefois informé le BSCI que l'Office des Nations Unies à Nairobi ne lui avait jamais demandé conseil sur cette question. Le BSCI craint que l'Office n'ait en réalité rien fait pour solliciter l'avis du Bureau et que la recommandation n'ait donc pas été pleinement appliquée.

8. Dans son audit de la gestion de la délégation de pouvoirs (document AH2007/510/01, publié en avril 2008), le BSCI avait recommandé que le Département de la gestion fasse une évaluation de ses fonctions en matière de délégation de pouvoirs et la mette périodiquement à jour, en y ajoutant le cas échéant les observations et recommandations formulées par divers organes de

contrôle. Cette évaluation devrait recenser tous les pouvoirs qui avaient été délégués à ce jour à l'ensemble des entités et servir de base à la création d'une base de données centralisée répertoriant les pouvoirs délégués, les textes administratifs y relatifs et les modalités de contrôle de la délégation de pouvoirs. En juillet 2010, le Département de la gestion a indiqué que les travaux concernant la délégation de pouvoirs dans le cadre du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU devraient s'achever en octobre 2010, que la délégation de pouvoirs serait ensuite menée à bien, en conformité avec le Statut et Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, vers le milieu de 2011, et qu'il serait alors possible de boucler l'examen de la question. Tout en prenant acte des mesures prises par le Département, le Bureau souligne que la délégation des pouvoirs est une condition *sine qua non* de la bonne gestion de l'Organisation et du respect du principe de responsabilité.

9. Dans son audit de la gestion des achats au Secrétariat (document AH2008/513/01, publié en octobre 2009), le Bureau avait recommandé que la Division des achats définisse des règles et des procédures de contrôle permettant de suivre, de consulter et d'analyser systématiquement les données relatives aux achats en vue de cerner les risques potentiels, de déceler les manquements aux règles et règlements de l'Organisation et de procéder au contrôle préalable des fournisseurs. Le Département de la gestion n'a pas accepté cette recommandation, indiquant qu'il disposait déjà d'une série de rapports automatiques portant sur une large gamme de questions y afférentes. Il a également noté que l'objectif de ces rapports automatiques était de contrôler et de consulter les données relatives aux achats, afin d'aider la Division des achats à les analyser et à déceler les risques potentiels et les cas de non-respect des règles et règlements de l'Organisation. Le Département de la gestion a par ailleurs fait savoir qu'il était possible d'augmenter, comme le demandait la Division des achats, le nombre de rapports de contrôle et de suivi générés par l'application. L'examen auquel a procédé le BSCI a toutefois révélé que ces rapports avaient une portée limitée et ne traitaient pas de manière satisfaisante des risques, des questions de conformité et du contrôle préalable des fournisseurs. En conséquence, le Bureau a estimé qu'il manquait à la Division un programme cohérent et systématique de contrôle, de consultation et d'analyse des résultats et des processus au regard de seuils définis, assorti des logiciels appropriés. Le Bureau a donc réitéré sa recommandation et attend du Département de la gestion qu'il procède à sa mise en œuvre.

10. Dans son audit de la gestion des stocks (document AH2006/513/12, publié en juillet 2007), le Bureau avait recommandé que le Département de la gestion réalise une évaluation des risques visant à recenser les principaux risques auxquels étaient exposés les stocks et mette en œuvre des activités de contrôle destinées à les atténuer. En juillet 2009, le Département de la gestion a affirmé que cette recommandation était partiellement appliquée, étant donné qu'il réalisait des évaluations des risques et que des mesures destinées à limiter les risques recensés étaient en cours d'élaboration. En février 2010, il a précisé que les initiatives des bureaux concernés avaient permis d'obtenir des informations exactes concernant les stocks, et qu'il considérait donc que la recommandation était appliquée. Le BSCI attend actuellement que lui soient soumis des documents établissant que l'évaluation des risques a bien été réalisée, que les risques les plus importants ont été recensés et que des mesures visant à les limiter ont été mises en œuvre.

IV. Incidences financières des recommandations du Bureau des services de contrôle interne

11. On trouvera dans le tableau 2 un récapitulatif des recommandations du BSCI ayant des incidences financières (économies de dépenses, recouvrement de sommes indûment versées, gains d'efficacité et autres améliorations). Les deux dernières colonnes donnent la répartition des montants en deux catégories :

a) Montant estimatif : correspond aux estimations des incidences financières établies par le BSCI qui découlent des économies de dépenses, du recouvrement des sommes indûment versées, des gains d'efficacité et d'autres améliorations;

b) Montant comptabilisé : correspond au montant effectivement recouvré ou économisé ou à la valeur monétaire attribuée aux gains d'efficacité obtenus par suite de la mise en œuvre de la recommandation.

12. On notera que la colonne montant estimatif ne concerne que les incidences financières des recommandations formulées pendant la période couverte par le présent rapport, tandis que la colonne montant comptabilisé peut se rapporter aussi aux incidences de recommandations antérieures, puisque la comptabilisation n'intervient qu'une fois les recommandations convenablement mises en œuvre.

13. Pendant la période considérée, le BSCI a estimé à cinq millions de dollars la somme des dépenses qui pourraient être économisées, des montants qui pourraient être recouverts et des économies liées aux gains d'efficacité et à d'autres améliorations. Les incidences financières de recommandations analogues qui ont été mises en œuvre de façon satisfaisante pendant la période s'élèvent à 19 millions de dollars.

Tableau 2

Incidences financières des recommandations du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

(En dollars des États-Unis)

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Description</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant comptabilisé</i>
DG	0427/09	Recouvrement du montant d'une allocation-logement obtenue frauduleusement	93 833	
	AP2008/615/01	Réduction de frais d'administration		16 000 000
TPIR	0313/09	Recouvrement de prestations obtenues frauduleusement	3 200	3 200
TPIY	AA2009/270/06	Économies réalisées sur les transports aériens	21 645	
		Économies réalisées sur les transports aériens	4 329	4 329
		Recouvrement de sommes et d'avances indûment versées à un fournisseur	16 000	16 000
MINURCAT	AP2009/636/05	Réduction de frais versés à un prestataire	1 398 739	1 398 739
MONUC	AP2009/620/13	Recouvrement de sommes indûment facturées par un fournisseur	244 000	
BSCI	0344/09	Recouvrement d'une prestation		180

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Description</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant comptabilisé</i>
ONU-Habitat	0512/09	Recouvrement de sommes obtenues frauduleusement au titre des heures supplémentaires	24 413	
HCR	AR2007/110/02	Recouvrement de sommes indûment versées au titre de l'appui à un partenaire d'exécution		20 000
	AR2009/111/02	Recouvrement d'avances non approuvées consenties en 2003 au personnel	236 000	
	AR2009/112/01	Recouvrement de dépenses non prises en charge engagées par un partenaire gouvernemental	452 000	
		Recouvrement de sommes versées pour des travaux non réalisés	100 000	
FINUL	AP2008/672/05	Réduction des besoins en véhicules	350 000	350 000
MINUL	AP2008/626/02	Économies réalisées suite à la réduction du montant maximum remboursable	1 100 000	1 100 000
		Recouvrement de sommes versées au titre de l'approvisionnement en électricité de résidences de fonctionnaires	700 000	
MINUT	AP2008/682/07	Recouvrement de sommes indûment versées à un fournisseur	16 225	16 048
	AP2009/682/06	Réduction des dépenses liées aux services d'expédition	250 000	250 000
ONUCI	AP2008/640/02	Recouvrement d'une indemnité de subsistance (missions)	15 850	15 850
		Recouvrement d'une avance consentie à un fournisseur	4 200	4 200
Total			5 030 435	19 178 546

V. Rapports publiés au cours de la période considérée

14. Pendant la période de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, le BSCI a remis 382 rapports de contrôle aux directeurs de programme, 12 rapports à l'Assemblée générale et 89 rapports de clôture. Le sujet de chaque rapport est indiqué dans le tableau 3.

15. Comme prévu à l'alinéa c) du paragraphe 1 de la résolution 59/272 de l'Assemblée générale, les États Membres peuvent demander que les rapports du BSCI soient mis à leur disposition (on trouvera les titres de tous les rapports du Bureau à l'adresse suivante : <http://www.un.org/Depts/oios>).

Tableau 3
Rapports publiés pendant la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

A. Rapports établis à l'intention de l'Assemblée générale

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
A/64/166	23 juillet 2009	Évaluation de l'initiative de gestion intégrée à l'échelle mondiale du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
A/64/201	29 juillet 2009	Audit de la gestion des ressources humaines au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/64/203 et Corr.1	30 juillet 2009	Efficacité avec laquelle le Haut-Commissariat aux droits de l'homme s'acquitte de son mandat
A/64/294	13 août 2009	Audit de suivi relatif à la gestion des missions politiques spéciales par le Département des affaires politiques
A/64/326 (Part I) et Corr.1	24 août 2009	Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1 ^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 et additif
A/64/326 (Part I)/Add.1	26 août 2009	
A/64/326 (Part II)	23 février 2010	Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1 ^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 : opérations de maintien de la paix
A/64/369	23 septembre 2009	Audit de la gestion des achats au Secrétariat
A/64/511	30 octobre 2009	Audit des services de conférence mis à la disposition du Conseil des droits de l'homme en 2009
A/64/587	21 décembre 2009	Examen de la pratique du Secrétariat en matière de diffusion des informations figurant dans les rapports de consultants portant sur des questions de gestion
A/64/712	17 mars 2010	Évaluation de l'exécution du programme de la Mission des Nations Unies au Libéria et des résultats obtenus
E/AC.51/2010/2	29 mars 2010	Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-septième session sur l'évaluation approfondie du programme Affaires politiques

B. Rapports établis à l'intention des directeurs de programme

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
BINUB	AP2009/648/01	Audit du BINUB. Des mécanismes de contrôle interne étaient généralement en place, mais auraient pu être améliorés dans les domaines financier, du personnel et de la sécurité.
DAES	0427/09	Rapport d'enquête sur les demandes d'allocation-logement frauduleuses présentées par un fonctionnaire du Siège des Nations Unies
	0592/08	Rapport d'enquête sur la fourniture d'informations personnelles inexactes et l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire de la MANUI
	AN2008/540/02	Audit de la gestion du Centre des Nations Unies pour le développement régional. Il faut renforcer sensiblement la gestion globale et administrative du Centre.
	AN2009/540/02	Audit de la gestion des projets de coopération technique du Département des affaires économiques et sociales en République démocratique du Congo (ZAI00004; ZAI08001; ZAI08002)
	IED-09-004	Rapport d'inspection du contrôle et de l'évaluation au niveau des programmes par le Département des affaires économiques et sociales
	IED-09-007	Inspection des pratiques du Département des affaires économiques et sociales en matière de ressources humaines et de gestion. Le Département des affaires économiques et sociales a progressé dans la réalisation de ses objectifs en matière de ressources humaines, mais la gestion de ces ressources n'a pas encore atteint son efficacité optimale.
DAM	0004/08	Rapport de situation sur une affaire d'exploitation sexuelle par un ancien agent du maintien de la paix à la MONUC
	0122/09, 0464/09 et 0465/09	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0155/08	Rapport de situation sur une agression commise par des agents du maintien de la paix à l'ONUCI
	0166/09	Rapport d'enquête sur un cas de non-dénonciation d'exploitation sexuelle par un fonctionnaire de la MINUL
	0166/09 (Part A)	Rapport d'enquête sur une affaire d'exploitation sexuelle par des membres d'une unité de police constituée à la MINUL

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0170/10, 0171/10 et 0172/10	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire de la MINUT
	0183/08	Rapport de situation sur une affaire d'exploitation sexuelle et de violences par un agent du maintien de la paix déployé auprès de la MONUC
	0184/08 (Part A)	Rapport d'enquête sur une affaire d'abus sexuel sur mineur par un fonctionnaire de la MONUC
	0222/09	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un membre de la police des Nations Unies affecté à la MINUT
	0230/08	Rapport d'enquête sur une agression commise et des menaces proférées par un fonctionnaire de l'ONUCI
	0235/09	Rapport d'enquête sur une affaire d'exploitation sexuelle et de violences sur mineur par un observateur militaire de l'ONUCI
	0239/07	Rapport de situation sur une affaire d'exploitation sexuelle à l'encontre d'un ancien agent du maintien de la paix de la MONUC
	0255/07 (Part A, B et C)	Rapport d'enquête sur une affaire d'exploitation sexuelle et de violences à l'encontre de femmes du pays, dont une mineure, par des agents de la police des Nations Unies auprès de la MINUL
	0290/09	Rapport d'enquête sur un virement électronique frauduleux effectué par un fonctionnaire de la MINUT
	0320/09	Rapport de situation sur une affaire d'abus sexuel par un agent du maintien de la paix de la MINUL
	0324/09 (Part A)	Rapport de situation sur une affaire d'exploitation sexuelle par des agents du maintien de la paix de la MINUL
	0324/09 (Part B)	Rapport de situation sur une éventuelle affaire d'exploitation sexuelle et de violences à la MINUL
	0331/08	Rapport d'enquête sur une affaire de corruption et de fraude commises par un fonctionnaire de la MONUC
	0332/07	Rapport d'enquête sur une affaire de falsification et d'abus de pouvoir par un fonctionnaire de la MINUL
	0352/09	Rapport de situation sur une affaire d'exploitation sexuelle et de violences par un agent du maintien de la paix de la MINUSTAH

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0354/09	Rapport de situation sur une affaire d'exploitation sexuelle par un agent du maintien de la paix précédemment déployé auprès de la MINUL
	0361/08	Rapport d'enquête sur une affaire de recrutement irrégulier effectué par un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0371/09	Rapport de situation sur une affaire d'abus sexuels sur des mineurs par des agents du maintien de la paix de la MONUC
	0391/09	Rapport de situation sur l'enquête à propos du meurtre d'un employé d'une organisation non gouvernementale commis par un agent du maintien de la paix de la MINUS
	0395/09	Rapport d'enquête sur une affaire d'exploitation sexuelle de mineur par un Volontaire des Nations Unies à la MINUS
	0410/07	Rapport de situation sur une affaire d'abus sexuel sur mineur par un agent du maintien de la paix de la MONUC
	0457/09	Rapport d'enquête sur une affaire de non-dénonciation de faute par un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0458/09 et 0460/09	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0468/09 (Part A)	Rapport d'enquête sur une affaire d'exploitation sexuelle et de violences par un membre de la police des Nations Unies de la MONUC
	0471/09	Rapport de situation sur une affaire d'exploitation sexuelle et de violences par des agents du maintien de la paix de la MONUC
	0487/08	Rapport de situation sur une affaire d'agression sexuelle par un agent du maintien de la paix déployé auprès de la MINUL
	0510/07	Rapport d'enquête sur une affaire d'exploitation sexuelle et de violences par un Volontaire des Nations Unies précédemment affecté à la MONUC
	0519/07	Rapport d'enquête sur une affaire de fraude et de chantage par un fonctionnaire de la MINUL
	0533/08	Rapport de situation sur une affaire d'exploitation sexuelle et de violences sur mineur par un agent du maintien de la paix de la MONUC
	0542/07	Rapport de situation sur une affaire d'abus sexuel par un agent du maintien de la paix de la MONUC

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0554/08	Rapport d'enquête sur une affaire présumée d'agression et de menaces verbales par un membre d'une unité de police constituée de la MINUL
	0610/07 et 0610/07 (BIS)	Rapport d'enquête sur une affaire de violences alléguées de la part d'un officier militaire précédemment déployé auprès de la MONUC
	0623/09	Rapport de situation sur une affaire d'exploitation sexuelle et de violences sur mineurs par des agents du maintien de la paix déployés auprès de la MONUC
	0625/07	Rapport d'enquête sur un emploi extérieur non autorisé et des fausses déclarations d'un ancien fonctionnaire de la MINUL
	AP2009/615/04	Audit de la Section du génie du Département de l'appui aux missions. L'absence de continuité dans les postes de direction a nui au travail de la Section du génie dans le soutien qu'elle apporte aux missions.
DAM/DG	AP2008/600/03	Audit de la gestion des opérations aériennes des missions de maintien de la paix. Des améliorations importantes sont nécessaires en matière de planification stratégique, de gestion de la performance, de sécurité, et d'assurance et de contrôle de la qualité.
	AP2008/615/04	Audit de la fonction gestion financière de l'appui aux missions de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales. Une plus grande collaboration entre le Département de la gestion et le Département de l'appui aux missions est indispensable pour améliorer le contrôle de la mise en œuvre des budgets des missions.
DAM/OICT/ UNJSPF/HCR	AT2009/800/03	Audit des services fournis par le Centre international de calcul au Secrétariat des Nations Unies, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (UNJSPF) et au HCR. Des dispositifs de contrôle cruciaux supplémentaires devraient être mis en place pour gérer les accords entre les organisations partenaires et le Centre international de calcul.
DGACM	0366/09, 0474/08 et 0596/08	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire du Siège des Nations Unies

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
DG	AT2008/510/01	Audit horizontal sur la confidentialité des données au Secrétariat des Nations Unies. Rapport-mémoire. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences devrait s'assurer que des dispositifs de contrôle suffisants sont mis en œuvre pour la sécurité de la base de données d'accréditations et pour le partage de données avec des entités tierces.
	0065/09	Rapport d'enquête sur des irrégularités dans les achats commises par des représentants d'un fournisseur
	0234/09	Rapport d'enquête sur des agissements indécents d'un fonctionnaire du Siège des Nations Unies
	0243/08, 0247/08, 0254/08, 0260/08, 0264/08, 0273/08, 0275/08, 0278/08, 0279/08, 0280/08, 0283/08, 0284/08, 0285/08, 0286/08, 0287/08, 0290/08, 0305/08, 0307/08, 0308/08, 0311/08, 0312/08, 0315/08, 0319/08, 0323/08, 0342/08, 0354/08, 0519/08 et 0552/08	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire du Siège des Nations Unies
	AC2008/514/07	Audit de la gestion des contrats commerciaux par le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement. Le système de dispositifs de contrôle interne créé pour surveiller et contrôler la gestion des contrats est efficace, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires en vue d'améliorer le délai de règlement des factures.
	AC2009/514/02	Audit du processus d'achat par le directeur des travaux du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement. Le processus d'achat prévoit des contrôles et contrepoids afin de garantir la responsabilité, mais des mesures supplémentaires sont nécessaires afin de promouvoir la possibilité d'affaires pour des sous-traitants et fournisseurs de pays en développement et de pays en transition.
	AH2008/513/01	Audit de la gestion des achats au Secrétariat. Une structure de gouvernance plus clairement définie, une stratégie d'ensemble et des systèmes de gestion de l'information fiables sont nécessaires pour assurer une gestion et un contrôle efficaces des achats des Nations Unies.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AH2008/513/04	Audit des dispositions concernant les voyages au Secrétariat. Les politiques officielles concernant les voyages sont généralement respectées, mais devraient être revues afin de déterminer si elles sont réellement efficaces et si elles sont correctement diffusées et comprises.
	AH2009/510/02	Audit des catégories d'exceptions autorisées dans le cadre des normes d'hébergement lors des voyages aériens. Il est nécessaire de clarifier et de prendre avis en ce qui concerne la délégation d'autorité, ainsi qu'en ce qui concerne l'octroi et la déclaration des exceptions.
	AT2008/514/01	Audit des systèmes informatiques utilisés dans le contexte du plan-cadre d'équipement. Il faudrait que le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement établisse un cadre stratégique et administratif assurant la sécurité, l'intégration et le contrôle des processus et des actifs en matière de technologies de l'information et de la communication.
DG (CMP)	AC2009/514/03	Audit des demandes de modification et des processus associés du plan-cadre d'équipement. Les demandes de modification devraient être approuvées en accord avec les autorités déléguées avant le début des travaux.
	AC2009/514/04	Audit de la programmation des projets du plan-cadre d'équipement. Le calendrier des projets du plan-cadre d'équipement couvre l'ensemble de chaque projet et est suffisamment détaillé pour refléter son plan d'exécution, mais des mesures supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la programmation des projets.
	AC2009/514/06	Audit des processus de budgétisation et de contrôle financier des projets du plan-cadre d'équipement. Le Bureau du plan-cadre d'équipement applique des dispositifs efficaces de contrôle financier, mais des améliorations supplémentaires devront être apportées dans le domaine de la préparation et du contrôle du budget, ce qui nécessitera le concours d'autres départements.
DG (OCSS)	IED-10-004	Rapport du BSCI sur le programme d'évaluation du Bureau des services centraux d'appui. Le Bureau satisfait de façon générale les besoins des clients en matière de fourniture d'équipements et de services commerciaux au Siège de l'ONU, mais sa coopération avec les autres entités des Nations Unies en matière de gestion et d'achats communs pourrait être améliorée.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
DG/OICT	AT2009/517/01	Audit des mesures de limitation des risques prises pour le déménagement du centre informatique principal du Siège de l'ONU. L'absence de planification et de coordination a entraîné de sérieuses lacunes en ce qui concerne le déménagement du centre.
DG/CEA	AC2009/514/01	Audit de la planification de la construction de bureaux supplémentaires à la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Une mauvaise coordination a entraîné des délais excessivement longs dans les opérations d'achat du matériel.
DG/ONUN	AC2009/514/08	Audit de la construction de bureaux supplémentaires et d'améliorations apportées aux salles de conférence à l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN). La construction des nouveaux bureaux est en cours après des retards lors de la phase préalable à la signature des contrats.
DAP	0217/09	Rapport d'enquête sur l'enlèvement allégué d'un mineur par un fonctionnaire du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie
	0564/09	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire de la MANUI
DAP/DAM/ BONUCA	AP2009/644/01	Audit du BONUCA. Du fait de lacunes dans la structure de gouvernance du BONUCA et du manque de surveillance de la gestion, les contrôles étaient insuffisants et exposaient la Mission au risque de fraudes, de gaspillages et de mauvaise gestion
DAP/DAM/ BANUGBIS	AP2009/646/01	Audit du BANUGBIS. Une direction ferme et le respect du code de conduite et de déontologie des Nations Unies sont nécessaires pour remédier aux problèmes structurels d'administration et de gestion du BANUGBIS.
DPI	0194/10 et 0195/10	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse d'un véhicule officiel et un cas présumé de fraude au Centre d'information des Nations Unies d'Islamabad
	0282/08	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse de matériel informatique par un fonctionnaire du Siège
	AN2009/580/01	Audit de l'examen de la subvention accordée par le DPI au television trust for the environment pour le reportage sur le désarmement, la démobilisation, la réadaptation et la réintégration au Libéria
DOMP	0281/08	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse de matériel informatique par un fonctionnaire du Siège

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AP2009/600/02	Audit du Bureau des affaires militaires du Département des opérations de maintien de la paix. Une relève fréquente du personnel militaire a entraîné une perte de mémoire institutionnelle et une absence de continuité dans la gestion, ce qui a nui à l'efficacité du Bureau.
	IED-09-003	Désarmement, démobilisation et réintégration dans les opérations de maintien de la paix. Les résultats obtenus sont divers; une approche cohérente de la planification intégrée est essentielle pour la mise en œuvre efficace des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration.
DOMP/DG	AP2009/600/04	Audit du Service de la lutte antimines. Le Service doit améliorer les contrôles internes des ressources humaines, des finances et de la gestion des projets afin d'assurer une mise en œuvre efficace et efficience du programme d'action contre les mines.
DSS	0180/09	Rapport d'enquête sur le détournement de cartes téléphoniques SIM par un ancien fonctionnaire de la Commission d'enquête internationale indépendante au Liban
	0253/08, 0265/08 et 0475/08	Rapport d'enquête sur l'utilisation frauduleuse de matériel informatique par un fonctionnaire du Siège
	0255/09	Rapport d'enquête sur une faute commise par un fonctionnaire affecté à titre temporaire au BINUB
DSS/DOMP/DAP	AH2009/500/01	Audit des questions de sûreté et de sécurité dans les accords avec les pays hôtes. Le Département de la sûreté et de la sécurité doit renforcer la mise en œuvre et le contrôle des dispositifs de sécurité dans les accords avec les pays hôtes.
CEA	AN2009/710/01	Audit des achats de services par la CEA. L'insuffisance des contrôles internes concernant la gestion des services de consultants et des contrats de louage de services exposait la CEA à des risques accrus de gaspillage et de mauvaise utilisation des ressources.
	IED-09-005	Inspection du suivi et de l'évaluation des programmes à la CEA
EOSG	0347/09	Rapport d'enquête sur une affaire d'abus de pouvoir et de trafic d'influence par un fonctionnaire de la MONUC
	AT2008/510/01	Audit horizontal de la confidentialité des données au Secrétariat. Le Cabinet du Secrétaire général devrait s'assurer que des dispositifs de contrôle suffisants sont mis en œuvre pour la sécurité des systèmes et des logiciels utilisés.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
EOSG/DG	IED-COM-09-002	État de l'évaluation de l'exécution des programmes. Données sur 18 mois de l'indicateur du Système intégré de suivi entièrement mis à jour, relatives aux lettres de mission signées entre les hauts fonctionnaires et le Secrétaire général
	IED-COM-10-001	État de l'évaluation de l'exécution des programmes. Principales données du Système intégré de suivi au 19 janvier 2010
EOSG/PNUE (EMG)	IED-10-006	Évaluation thématique des partenariats entre le Secrétariat de l'ONU et les entreprises dans le domaine des changements climatiques. Certains résultats tangibles ont été obtenus, mais l'efficacité de ces partenariats peut encore être améliorée.
EOSG/DPI/DG/OICT	AT2008/510/01	Audit horizontal de la confidentialité des données au Secrétariat et dans les missions de maintien de la paix. Il reste encore au Secrétariat à mettre en place des contrôles pour gérer la confidentialité des données et assurer la protection des données sensibles.
CESAP	AN2010/740/01	Audit de la gouvernance et de la structure administrative de la CESAP. La Commission a fait de gros efforts pour renforcer ses mécanismes de gouvernance intergouvernementale et l'efficacité de son mode d'organisation, mais doit encore prendre des mesures pour améliorer sa structure.
Bureau de la déontologie	AT2008/510/01	Audit horizontal de la confidentialité des données au Secrétariat – rapport mémorandum. Le Bureau de la déontologie devrait élaborer un avis de confidentialité type et mettre en œuvre des dispositifs de contrôle plus stricts pour la transmission d'informations à des tierces parties et la sécurité des données stockées sur des appareils portables.
TPIR	0313/09	Rapport d'enquête sur un cas de fraude lié à une demande de prestations par un fonctionnaire du TPIR
	AA2009/260/01	Audit de la planification et du suivi du calendrier des audiences au TPIR. Le Tribunal doit renforcer la planification et le suivi du calendrier afin de faciliter la mise en œuvre de la stratégie d'achèvement de ses travaux.
TPIY	AA2009/270/03	Audit de l'utilisation de personnel temporaire au TPIY. Des améliorations de la gestion du personnel temporaire sont nécessaires pour assurer le respect des instructions et l'utilisation efficace des fonds et des postes.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
SIPC	AA2009/270/05	Audit du contrat relatif aux services de nettoyage du TPIY. La supervision et la gestion de ce contrat doivent être renforcées.
	AA2009/270/06	Audit des voyages officiels au TPIY. Les voyages officiels ont été gérés de façon satisfaisante, mais il reste possible de mieux contrôler et gérer les services fournis par l'agence de voyages.
	AN2009/387/01	Audit de la gouvernance et de la structure organisationnelle de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes. Il faut revoir l'organisation administrative actuelle du secrétariat de la SIPC afin de définir ses besoins et de permettre une gestion financière plus efficace.
MINURCAT	AP2009/636/02	Audit de la gestion des carburants à la MINURCAT. Les dispositifs de contrôle interne de l'utilisation des carburants n'étaient ni suffisants ni efficaces.
	AP2009/636/05	Audit de la gestion du contrat de logistique multifonctions à la MINURCAT. Ce contrat a été mal géré, ce qui s'est traduit par un faible taux d'exécution des tâches et la non-application des dispositions du contrat.
	AP2009/636/06	Audit des procédures de paiement à la MINURCAT. Des paiements ont été effectués sans les justificatifs requis et le règlement de plusieurs factures a été retardé parce que les agents certificateurs n'avaient pas fourni les documents en question à la Section des finances.
MINUSTAH	AP2008/683/10	Audit des contrats de production d'électricité et de location de groupes électrogènes à la MINUSTAH. En raison des retards importants pris dans la mise en œuvre d'un projet pilote de production d'électricité à la MINUSTAH, la Mission a dû continuer de louer des groupes électrogènes.
	AP2009/683/02	Audit de la sécurité aérienne à la MINUSTAH. Le respect des politiques en la matière laissait à désirer.
	AP2009/683/04	Audit des projets d'ingénierie pour la gestion des frontières à la MINUSTAH. La direction devrait prêter une plus grande attention aux projets d'ingénierie pour la gestion des frontières dans les domaines des ordres de modification technique, du suivi des projets et de la gestion du matériel.
	AP2009/683/07	Audit des procédures d'achat à la MINUSTAH. Les demandeurs de biens ou services doivent être mieux formés afin qu'ils puissent s'acquitter efficacement de leurs fonctions.
	AP2009/683/08	Audit du Groupe Déontologie et discipline de la MINUSTAH. Des tâches non prescrites dans son mandat étaient régulièrement assignées au Groupe et exécutées par

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
		lui, alourdissant sa charge de travail et réduisant son efficacité.
	IED-10-005	Rapport du BSCI sur l'évaluation de l'exécution du mandat de la MINUSTAH et des résultats obtenus
MONUC	AP2008/620/02	Audit de la gestion de trésorerie à la MONUC. La fonction gestion de trésorerie a encore besoin d'être améliorée.
	AP2009/620/03	Audit de la gestion des carburants à la MONUC. Les dispositifs de contrôle interne sur la gestion des carburants ont besoin d'être améliorés.
	AP2009/620/08	Audit de l'engagement de travailleurs occasionnels à la MONUC. Les dispositifs de contrôle interne de l'embauche et de la gestion de travailleurs occasionnels n'étaient ni suffisants ni efficaces.
	AP2009/620/13	Audit de la gestion des achats à la MONUC. Une amélioration de la supervision de la gestion est nécessaire afin de renforcer les contrôles internes.
	AP2009/620/14	Audit du fonctionnement de l'éconamat de la MONUC. Un meilleur suivi du fonctionnement de l'éconamat améliorerait les services fournis.
BCHA	AN2009/590/02	Audit des opérations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires en Somalie. Une présence plus solide et plus souple sur le terrain est nécessaire pour que le Bureau en Somalie s'acquitte plus efficacement de son mandat.
	AN2009/590/03	Audit des opérations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires au Myanmar. La coordination des opérations humanitaires et de l'administration des bureaux extérieurs a besoin d'être améliorée.
	AN2009/590/04	Audit de la gestion du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine. L'impact du Fonds reste indéterminé.
	AN2009/590/05	Audit de la gestion des fonds d'intervention pour les urgences humanitaires du BCHA. Bien que ces fonds constituent un mécanisme relativement rapide de financement d'activités humanitaires, des retards inutiles continuent d'être constatés dans l'approbation et le financement des projets.
	AN2010/590/05	Audit des mécanismes de gouvernance pour le Fonds humanitaire commun pour le Soudan. Ces mécanismes ont besoin d'être précisés et officialisés.
ODA	AN2009/530/01	Audit de la gestion des centres régionaux du Bureau des affaires de désarmement. Une réduction du financement des

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
		activités de base et une approche décentralisée de la mobilisation des ressources ont nui aux programmes des centres régionaux.
HCDH	AE2009/331/01	Audit du Groupe d'appui aux missions de maintien de la paix et d'intervention rapide du HCDH. Si les mécanismes de financement et d'appui fonctionnel des activités du Groupe ont été satisfaisants, des lacunes ont été relevées dans la structure, la planification et le suivi, lacunes auxquelles il faut remédier pour améliorer l'efficacité des opérations.
	AE2009/336/03	Audit de deux organisations non gouvernementales bangladaises ayant bénéficié d'un financement du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture. Ces deux organisations non gouvernementales n'avaient pas présenté de rapports financiers fiables ni les documents justificatifs requis.
	AE2010/336/02	Audit d'une organisation non gouvernementale mexicaine ayant bénéficié d'un financement du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture. Cette organisation n'avait pas présenté de rapports financiers fiables ni les documents justificatifs requis.
	AE2010/336/01	Audit d'une organisation non gouvernementale au Liban touchant des subventions du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture. L'organisation manquait de rapports financiers fiables et de pièces justificatives suffisantes.
	IED-09-00172	Mémoire final de la direction du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen du Service des instruments relatifs aux droits de l'homme du Haut-Commissariat aux droits de l'homme
OICT	AT2010/517/01	Audit de la certification du système de gestion de la sécurité de l'information au Bureau des technologies de l'information et des communications. Le système de gestion de la sécurité de l'information mis en place par le Bureau est conforme à la norme ISO-27001.
BSCI	0344/09	Rapport d'enquête sur des prestations indûment versées à un fonctionnaire du BSCI
MANUA	AP2009/630/03	Audit du programme d'appui électoral de la MANUA. Les ressources financières destinées à appuyer le processus électoral en Afghanistan étaient insuffisantes.
	AP2009/630/06	Vérification de la conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelle à la MANUA

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
MANUI	AP2008/812/07	Audit des décaissements de la MANUI. La Mission disposait globalement de contrôles internes mais ceux-ci pouvaient être renforcés.
	AP2009/812/03	Audit des opérations de sécurité à la MANUI
	AP2009/812/06	Audit de la gestion des voyages à la MANUI. Les contrôles internes concernant la gestion des voyages doivent être renforcés.
	AP2009/812/07	Audit de la gestion des opérations informatiques à la MANUI. Les contrôles internes concernant l'administration et la gestion de la sécurité informatiques doivent être renforcés.
MINUAD	AP2008/634/03	Gestion du contrat passé avec un fournisseur à la MINUAD
	AP2009/634/06	Audit de la gestion financière de la MINUAD. L'insuffisance des contrôles internes concernant la gestion financière exposait la Mission à un risque élevé de détournement de fonds et de mauvaise gestion des ressources financières.
	AP2009/634/08	Audit des opérations logistiques de la MINUAD. L'environnement difficile dans lequel opère la Mission et l'absence de mécanismes de gestion efficaces nuisent à la gestion de l'appui logistique qu'elle assure.
	AP2009/634/14	Audit de la gestion des rations à la MINUAD. Il faut renforcer les moyens permettant de superviser, de contrôler et d'orienter le personnel chargé de la gestion des rations pour assurer la continuité de l'approvisionnement alimentaire et éviter les gaspillages.
	AP2009/634/15	Audit des services médicaux assurés à la MINUAD. Les retards pris dans l'installation du matériel médical et l'obtention de médicaments ainsi que l'incapacité des contingents d'entretenir leurs installations médicales en toute autonomie ont nui à la prestation des services médicaux.
	AP2009/634/16	Audit des évacuations sanitaires à la MINUAD. Les opérations d'évacuation sanitaire étaient inadaptées et inefficaces, principalement en raison de problèmes opérationnels.
	AP2009/634/17	Audit du Comité local des passations de marchés de la MINUAD. La Mission doit se conformer plus strictement aux règles et procédures régissant le fonctionnement du Comité.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AP2009/634/18	Audit du traitement des factures à la MINUAD. Les contrôles internes concernant le traitement des factures étaient inadaptés et inefficaces.
CNUCED	0004/09	Rapport d'enquête sur le détournement de ressources informatiques par un fonctionnaire de la CNUCED
	AE2009/345/01	Audit de la gestion des ressources humaines à la CNUCED. Des carences dans les systèmes de planification et de suivi nuisaient à l'efficacité et à l'efficience des procédures de recrutement, ce qui a beaucoup retardé l'attribution des postes, notamment certains postes de directeur.
	AE2010/341/01	Audit de la Section des communications, de l'information et de la sensibilisation de la CNUCED. La Section a permis à la CNUCED de mieux exécuter son programme de communication, mais il faut éliminer certaines insuffisances au niveau de la planification, du suivi, du financement et de la gestion du site Internet pour en améliorer encore l'efficacité.
FNUOD	AP2008/670/01	Audit des services d'appui de la FNUOD. La restructuration et le renforcement des contrôles internes permettront d'améliorer la prestation des services d'appui.
PNUD	0184/08 Partie B	Rapport d'enquête sur le non-signalement et la tentative de dissimulation, par un Volontaire des Nations Unies, d'un cas de violences sexuelles à l'encontre d'un mineur à la MONUC
	0483/08	Rapport d'enquête sur un cas de fraude lié à une demande de prestations par un Volontaire des Nations Unies à la MINUK
PNUE	0036/09	Rapport d'enquête sur un cas de falsification par un ancien fonctionnaire au PNUE
	0037/09	Rapport d'enquête sur un cas de falsification par un fonctionnaire du PNUE à l'Office des Nations Unies à Nairobi
CCNUCC	AA2008/241/02	Audit de la gestion des conférences au secrétariat de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. La gestion des conférences doit être améliorée, tout particulièrement en ce qui concerne la planification des conférences et l'apurement des comptes.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AA2009/241/01	Audit de la gestion des achats au secrétariat de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Certains aspects de la gestion des achats au secrétariat de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques doivent être améliorés, à savoir la gouvernance, la planification et le respect des dispositions du Manuel des achats.
CNUCC	AT2008/241/01	Audit de l'administration et de la gestion de la sécurité informatiques à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Bien qu'elle dispose de mécanismes de contrôle et de procédures essentiels, la CNUCC pourrait s'exposer à des risques importants si elle ne s'emploie pas à combler certaines lacunes.
UNFICYP	AP2008/654/01	Audit des services d'appui de la UNFICYP. Les contrôles internes concernant l'acquisition de services de voyage et la gestion des contrats étaient insuffisants.
ONU-Habitat	0029/09	Rapport d'enquête sur un cas de falsification par un fonctionnaire à ONU-Habitat
	0175/08	Rapport d'enquête sur des activités frauduleuses menées par une organisation non gouvernementale dans le cadre d'un accord de coopération avec ONU-Habitat
	0194/09	Rapport d'enquête sur la falsification de fiches de salaire par un fonctionnaire d'ONU-Habitat
	0512/09	Rapport d'enquête sur une demande frauduleuse de rémunération d'heures supplémentaires par un fonctionnaire d'ONU-Habitat
	AA2008/250/02	Audit des activités du Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement à ONU-Habitat. La centralisation ne permet pas de répondre convenablement aux besoins opérationnels des sites d'exécution des projets et accroît les risques de retard dans la réalisation des activités, ce qui amène les principaux intervenants locaux à se désintéresser des projets.
	AA2009/250/01	Audit du Bureau régional pour l'Afrique et les pays arabes d'ONU-Habitat. Le Bureau doit veiller à ce que toute modification importante des objectifs des projets soit préalablement soumise à une approbation formelle.
HCR	AR2007/160/03	Audit de la relation qu'entretient le HCR avec les partenaires d'exécution. Il faut améliorer la gestion et le suivi des relations avec les partenaires d'exécution.
	AR2008/110/02	Audit de la prestation de services médicaux (régime d'assurance maladie et évacuations sanitaires) par le HCR en République démocratique du Congo

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AR2008/110/03	Audit des activités d'achat du HCR en République démocratique du Congo. L'inefficacité des dispositions régissant les achats au moment de l'audit a accru les risques de pertes financières.
	AR2008/115/03	Audit de la procédure du HCR relative au recrutement au plan national au Soudan. Il faut s'employer à éliminer les retards pris dans le recrutement.
	AR2008/115/04	Audit de la prestation de services médicaux (régime d'assurance maladie et évacuations sanitaires) par le HCR au Soudan. Il faut renforcer le respect des règlements, règles et procédures applicables au régime d'assurance maladie et aux évacuations sanitaires.
	AR2008/141/04	Audit des opérations du HCR en Afghanistan. Bien qu'aucune carence majeure n'ait été décelée, il convient de régler les problèmes que les mauvaises conditions de sécurité posent pour les dispositifs de surveillance existants et de renforcer les mécanismes visant à garantir le respect des règles dans les domaines de la gestion des programmes et des achats.
	AR2008/160/06	Audit du régime d'assurance maladie au HCR. Le fait que certains pouvoirs aient été délégués aux bureaux extérieurs sans formation ni supervision appropriées a accru les risques d'erreurs dans le traitement des demandes de remboursement au titre de l'assurance maladie.
	AR2009/111/01	Audit des opérations du HCR au Sénégal. Face à l'augmentation de la demande, il faut réévaluer et renforcer les dispositifs administratifs destinés à appuyer la représentation régionale au Sénégal.
	AR2009/111/02	Audit des opérations du HCR au Ghana. Il convient de réexaminer la décision de fermer le bureau régional du HCR à Ho jusqu'à ce que les élections présidentielles aient été tenues au Togo.
	AR2009/111/03	Audit des opérations du HCR au Liberia. Les carences du contrôle de la gestion des partenaires sont susceptibles d'entraîner des pertes ou l'exécution inefficace des programmes du HCR.
	AR2009/112/01	Audit des opérations du HCR en Éthiopie. Il faut s'employer à limiter l'implication du Gouvernement éthiopien dans la gestion des opérations du HCR et son influence sur celles-ci.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AR2009/115/01	Audit des opérations du HCR dans le Sud-Soudan. Les fluctuations des fonds disponibles et des populations cibles ont considérablement compliqué la planification et la budgétisation du programme et aggravé les risques de retards et lacunes dans l'exécution des programmes.
	AR2009/115/04	Audit des dispositifs permettant au HCR de gérer sa participation au Fonds humanitaire commun pour le Soudan. Le HCR doit améliorer ses mécanismes d'appui et de coordination en renforçant les structures et les capacités au siège et sur le terrain.
	AR2009/121/01	Audit des opérations du HCR en Géorgie : sélection des partenaires d'exécution. Le HCR doit élaborer un ensemble de directives régissant la sélection des partenaires, y compris une procédure de rupture de collaboration avec les partenaires qui ne donnent pas satisfaction.
	AR2009/121/02	Audit de la gestion du matériel dans les opérations du HCR en Géorgie. Les contrôles internes concernant la gestion du matériel et des articles en stock laissaient à désirer.
	AR2009/121/03	Audit de l'exécution du programme de construction de logements dans les opérations du HCR en Géorgie. En raison d'un suivi défaillant, la Représentation n'a pas pu déterminer si les activités de construction de logements en Géorgie correspondaient à une utilisation optimale des ressources.
	AR2009/131/01	Audit de la gestion du programme d'aide à l'éducation du HCR dans le cadre de la situation en Iraq (Syrie). Des lacunes au niveau de la planification et du suivi ont nui à l'allocation des fonds destinés au projet, lequel n'a, de ce fait, pas pleinement atteint son objectif principal.
	AR2009/131/04	Audit des procédures de recrutement sur le plan national du HCR dans le cadre de la situation en Iraq (Syrie). La Représentation n'ayant pas recouru à la procédure de recrutement accélérée, le recrutement sur le plan national a subi des retards qui auraient pu être évités.
	AR2009/131/05	Audit des procédures de recrutement sur le plan national du HCR dans le cadre de la situation en Iraq (Jordanie). La Représentation n'ayant pas recouru à la procédure de recrutement accélérée, le recrutement sur le plan national a subi des retards qui auraient pu être évités.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AR2009/141/03	Audit des opérations du HCR au Bangladesh. Il faut conclure d'urgence un accord avec le pays hôte et déterminer si les 200 000 réfugiés rohingya qui s'y sont installés spontanément devraient être considérés comme relevant de la compétence du HCR.
	AR2009/160/02	Audit des aspects liés à la gouvernance de la gestion de la sécurité au HCR. Il faut améliorer les mécanismes de gouvernance existants, en particulier la structure et le dispositif de responsabilisation, pour accroître l'efficacité de la gestion de la sécurité.
	AR2009/160/04	Audit des mécanismes permettant au HCR de gérer le rôle qu'il joue dans l'application du principe de la responsabilité sectorielle en faveur des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Le HCR a mis en place des mécanismes et des structures à cette fin, mais ces dispositifs pourraient être perfectionnés.
	AR2009/160/05	Audit des évacuations sanitaires au HCR. Le HCR doit procéder régulièrement à une analyse des données relatives aux évacuations sanitaires et déterminer les causes profondes de toute tendance anormale.
	AR2009/160/06	Audit de la prestation de services médicaux (régime d'assurance maladie et évacuations sanitaires) par le HCR en Afghanistan. Il faudrait former les administrateurs du régime d'assurance maladie en vue de réduire les risques de pertes et de fraude.
	AR2009/161/01	Audit du module de gestion de la trésorerie (PeopleSoft) du HCR. Bien que la gestion de la trésorerie ait gagné en efficacité, les améliorations techniques apportées ne sont pas exploitées au maximum du fait de lacunes au niveau du contrôle dans certaines opérations fondamentales.
	AR2009/162/01	Audit du module central des états de paie (PeopleSoft) du HCR. Bien que le traitement des états de paie ait gagné en efficacité, la question de l'exactitude de ces derniers n'a pas été réglée, si bien que les erreurs qui s'y seraient glissées ont de fortes chances de passer inaperçues.
	AR2009/162/02	Audit horizontal de la procédure de recrutement sur le plan national du HCR. Le siège du HCR devrait aider les représentants sur le terrain à mieux exercer les pouvoirs qui leur ont été délégués pour le recrutement de personnel sur le plan national en offrant la formation, les ressources informatiques et l'appui nécessaires.
UNICRI	AE2009/383/02	Audit d'ensemble de l'UNICRI

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
FINUL	AP2008/672/03	Audit des procédures d'achat de la FINUL. La FINUL ne dispose pas de mécanismes de contrôle interne nécessaires pour évaluer et contrôler l'efficacité et l'efficience de sa procédure de passation de marchés.
	AP2008/672/07	Audit des rations alimentaires à la FINUL. La faiblesse des dispositifs de contrôle interne de la gestion des rations s'est traduite par des stocks excédentaires et des pertes financières dues aux déchets et gaspillages.
	AP2008/672/08	Audit du recours à des assistants linguistiques. Le nombre de postes d'assistant linguistique était excessif.
	AP2009/672/05	Audit de la gestion des travaux de génie à la FINUL. Les mécanismes de contrôle interne de l'exécution de ces travaux présentaient des lacunes.
	AP2009/672/06	Audit de la gestion des biens durables de la FINUL. Les dispositifs de contrôle interne de ces biens laissaient à désirer et étaient inefficaces.
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	AS2008/801/01	Audit du respect par la Division de la gestion des investissements des politiques en la matière. La Division doit améliorer la gestion des risques et les structures assurant le respect des règles établies, et renforcer les politiques et procédures qui s'y rattachent.
	AS2009/800/01	Audit de la gestion des ressources humaines à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. La Caisse pourrait améliorer la gestion des ressources humaines en se dotant d'une politique formelle en la matière indiquant toutes les dérogations aux politiques et procédures relatives aux ressources humaines à l'ONU, en officialisant la composition de l'équipe de planification stratégique des effectifs et en fixant les objectifs d'étape dans la réalisation de ces travaux.
	AS2009/800/02	Audit du processus de présentation des rapports financiers de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. La responsabilité générale dans ce domaine doit être officialisée et précisée dans le cadre de la structure dichotomique de la Caisse et les questions de contrôle liées à la répartition des tâches et le contrôle de l'accès et des modifications doivent être examinées.
	AS2009/800/03	Audit des procédures de validation de périodes de service antérieures et de reprise d'ancienneté de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. La gestion de ces opérations était généralement conforme aux Statuts de la Caisse, mais pourrait être encore améliorée en actualisant les procédures pertinentes, en mettant fin aux dérogations et en renforçant le contrôle du processus.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
MINUK	AS2009/801/01	Audit du suivi et de l'évaluation du rendement des placements. Le suivi et l'évaluation du rendement des placements bénéficieraient d'une institutionnalisation accrue des politiques et pratiques en matière de réduction des risques liés aux opérations incohérentes et aux transferts de connaissances. La gestion des risques du marché pour les portefeuilles de valeurs à revenu fixe peut être améliorée grâce à l'adoption de meilleurs outils de communication de l'information et de suivi.
	AS2010/801/01	Audit du secrétariat de la Division de la gestion des investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies – groupe chargé des valeurs à revenu fixe. La Division doit réévaluer le bien-fondé du critère de revenu fixe, procéder à des études de comparaison avec d'autres caisses et déterminer les risques de change liés à ses investissements.
	AP2009/650/01	Audit du système de gestion des documents à la MINUK. La Mission s'est dans l'ensemble conformée aux politiques et aux directives en matière de gestion et d'archivage des dossiers, mais devait y apporter des améliorations compte tenu du volume et de l'importance des documents.
	AP2009/650/04	Audit de la réduction des effectifs de la MINUK. Les délais d'exécution du plan de compression des effectifs étaient insuffisants pour en assurer l'équité, la cohérence et la transparence.
	AP2009/650/05	Audit de la gestion des achats à la MINUK. La Mission a dans l'ensemble suivi les règlements, règles et procédures d'achat.
MINUL	AP2009/650/07	Audit des fonds du Comité des loisirs du personnel de la MINUK. Les mécanismes de contrôle interne des activités du Comité des loisirs du personnel laissaient à désirer.
	AP2008/626/02	Audit de l'administration des prestations versées au personnel de la MINUL pour satisfaire aux normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile. Les mécanismes de contrôle interne prévus à cet effet laissaient à désirer et manquaient d'efficacité.
	AP2009/626/02	Audit des demandes de biens ou services à la MINUL. La méconnaissance de certaines procédures d'achat par les demandeurs et leur manque de compétences à cet égard ont nui à l'efficacité de ces opérations.
	AP2009/626/05	Audit du programme de lutte contre le VIH/sida de la MINUL. La pénurie de personnel qualifié a nui à l'efficacité de ce programme.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AP2009/626/06	Audit du Service de l'environnement et des ressources naturelles de la MINUL. La MINUL ne s'est pas entièrement acquittée de la responsabilité qui lui incombait de réduire l'impact le plus possible de ses activités sur l'environnement.
	AP2009/626/11	Audit de la gestion des dossiers de la MINUL. Le programme de gestion des dossiers n'a pas été établi à l'échelle de l'ensemble de la Mission.
	AP2009/626/12	Audit du Comité local de contrôle du matériel de la MINUL. Le Comité n'était pas doté des moyens voulus pour être efficace.
	AP2009/626/10	Audit de la sécurité incendie à la MINUL. La MINUL n'a pas de politique de sécurité incendie et son programme dans ce domaine ainsi que ses plans d'évacuation ne répondent pas aux normes en vigueur.
MINUNEP	AP2009/560/04	Audit de la MINUNEP. Si les mécanismes de contrôle interne de l'administration de la Mission ont été sensiblement renforcés depuis l'audit précédent, la planification stratégique de ses programmes de fond doit être améliorée.
MINUS	AP2008/632/06	Audit de la gestion des projets et services de génie à la MINUS. Les travaux de génie civil ont été considérablement retardés par le fait que la Mission n'a pas exercé un contrôle sur les marchés passés avec des fournisseurs.
	AP2009/632/01	Audit de la fourniture de logements permanents à la MINUS. Il y a lieu d'améliorer le programme d'entretien des logements et de renforcer les mécanismes de contrôle interne de la collecte et de la préservation des fonds en espèces perçus au titre du règlement des frais d'hébergement.
	AP2009/632/02	Audit de la gestion des rations à la MINUS. Une gestion plus efficace et plus économique des rations alimentaires permettra d'assurer l'approvisionnement sans interruption des contingents et d'éviter les gaspillages.
	AP2009/632/04	Audit des activités de patrouille des observateurs de la MINUS. Les activités de patrouille militaire ont enregistré un faible taux d'exécution et le soutien logistique apporté aux observateurs militaires par la MINUS était insuffisant.
	AP2009/632/05	Audit du recrutement de personnel national à la MINUS. Les mécanismes de contrôle interne du recrutement d'administrateurs nationaux et d'agents locaux sont dans l'ensemble satisfaisants.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AP2009/632/06	Audit des programmes de services sociaux et de conseils à l'intention du personnel de la MINUS. Un minimum de services sociaux, de structures de loisirs et de services de conseil est offert, mais ces services peuvent encore être améliorés.
	AP2009/632/07	Audit du Centre intégré de formation du personnel des missions de la MINUS. Le Centre doit mieux exécuter son plan de travail et suivre la participation du personnel à la formation initiale.
	AP2009/632/09	Audit du processus de vérification du matériel appartenant aux contingents à la MINUS. Le contrôle exercé par la direction sur le matériel appartenant aux contingents était insuffisant.
	AP2009/632/10	Audit de l'évaluation technique et commerciale des soumissions à la MINUS. L'amélioration des mécanismes de contrôle interne des évaluations techniques et commerciales permettra de passer les meilleurs marchés possible et de protéger les intérêts de l'Organisation.
	AP2009/632/11	Audit de la gestion du carburant à la MINUS. Le contrat clefs en main de ravitaillement en carburant répond aux besoins opérationnels des missions, mais les importations de carburant doivent faire l'objet d'un contrôle plus rigoureux.
	AP2009/632/12	Audit du plan et du programme de prévention des accidents à la MINUS. La Mission a pris les dispositions voulues pour réduire le nombre d'accidents automobiles, mais ces mesures ne sont pas totalement efficaces.
	AP2009/632/13	Audit de la sécurité et de la fiabilité des installations de communication à la MINUS. Les mécanismes de contrôle en vue de protéger les principales installations de communication étaient, dans l'ensemble, en place, mais les câbleurs doivent être formés et certifiés pour améliorer la sécurité du travail.
	AT2008/510/01	Mémoire-rapport d'audit horizontal sur la confidentialité des données au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La MINUS doit mettre en place des mécanismes adéquats permettant d'assurer la sécurité de données sensibles, indiquer les politiques et procédures propres à chaque mission et établir un protocole visant à réglementer l'échange de données avec d'autres entités.
	AT2008/632/01	Audit de la gestion des technologies de l'information et des communications et de la sécurité à la MINUS. Des mesures doivent être prises pour atténuer les risques liés à la gestion de ces technologies et de la sécurité des opérations.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
MINUT	AP2008/682/07	Audit de la gestion des achats à la MINUT. Les procédures de passation de marchés doivent être améliorées davantage pour assurer le respect des dispositions du Manuel des achats.
	AP2009/682/02	Audit de la gestion du programme d'appui au secteur de la sécurité à la MINUT. L'appui apporté par la MINUT à l'examen et à la réforme du secteur de la sécurité au Timor-Leste n'a pas été totalement efficace.
	AP2009/682/03	Audit de l'appui au développement de l'administration de la justice au Timor-Leste. Des progrès ont été réalisés en vue de renforcer les capacités du secteur de la justice, mais il faudra redoubler d'efforts pour assurer une meilleure concertation avec les partenaires nationaux.
	AP2009/682/04	Audit des services d'information de la MINUT. L'inefficacité de la planification et de la gestion a nui à la qualité des services d'information de la MINUT.
	AP2009/682/06	Audit des dispositions concernant l'organisation des voyages à la MINUT. Les mécanismes de contrôle interne des dispositions concernant l'organisation des voyages et indemnités connexes laissent à désirer.
ONUCI	AP2008/640/04	Audit des opérations de sécurité à l'ONUCI.
	AP2009/640/01	Audit de la sécurité aérienne à l'ONUCI. Les mécanismes de contrôle interne de la sécurité aérienne étaient insuffisants et la mission ne respectait pas strictement les normes de sécurité.
	AP2009/640/07	Audit des procédures de recrutement et de paiement des consultants à l'ONUCI. La mission n'observait pas les règlements et règles applicables en matière de recrutement et de gestion des consultants.
ONUDC	IED-09-006	Inspection des mécanismes de suivi et d'évaluation du programme de l'ONUDC. Les données sur l'exécution du programme sont exactes, suffisantes et crédibles, mais la réduction de sa capacité d'évaluation indépendante pose des risques considérables.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
ONUDC/ONUS	AE2009/365/01	Audit des activités de recrutement menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Office des Nations Unies à Vienne pour le compte de plusieurs organismes des Nations Unies qui sont basés dans cette ville. Le système de recrutement du personnel de l'ONUDC/ONUS et de ses organismes clients a permis d'accélérer la procédure, mais il faut améliorer l'équilibre entre les effectifs des deux sexes et la représentation géographique et actualiser la délégation de pouvoir pour les questions relatives à la gestion des ressources humaines.
ONUN	0458/08	Rapport d'enquête sur un cas de falsification de documents par un fonctionnaire de l'ONUN.
	IED-10-003	Rapport du BSCI sur l'Office des Nations Unies à Nairobi. L'Office joue un rôle crucial comme prestataire de services des Nations Unies au Kenya, mais la qualité de ses services n'est pas encore optimale.
UNOPS	0468/09 Part B	Rapport d'enquête sur un cas d'exploitation et de violence sexuelles impliquant un fonctionnaire de la MONUC.
UNOPS (Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie)	AP2010/638/01	Audit des fonctions administratives du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie. Ces fonctions, avant leur transfert au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, présentaient quelques lacunes sur le plan du contrôle interne, et leur transfert au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM n'est pas encore achevé.
UNRWA	IED-09-008	Rapport du BSCI sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Si l'Office demeure une institution nécessaire, l'éparpillement de ses ressources risque de compromettre son efficacité.
ONUST	AP2009/674/02	Audit de la gestion des transports et du carburant à l'ONUST. Les mécanismes de contrôle de la gestion du parc automobile et du carburant étaient inefficaces.
	AP2009/674/03	Audit des activités informatiques à l'ONUST. Les mécanismes de contrôle interne de ces activités gagneraient à être améliorés.
	AP2009/674/04	Audit des instructions permanentes à l'ONUST. Ces instructions n'étaient pas alignées sur les politiques et les procédures administratives en vigueur à l'ONU.

C. Rapports de clôture

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
---------------	----------------------------	--------------

DESA	0140/09	Rapport sur un cas de fraude liée à une demande de prestations mettant en cause un fonctionnaire en poste au Siège de l'ONU
	0341/09	Manquement présumé à l'obligation de réserve de la part d'un fonctionnaire au Siège de l'ONU
DAM	0031/09	Cas présumé de violences et d'exploitation sexuelles à l'encontre d'un mineur par un ancien fonctionnaire de la MINUK
	0032/08	Irrégularités présumées lors du recrutement à un poste à la MINUSTAH
	0040/09	Acte présumé de représailles de la part d'un ancien fonctionnaire de la MONUC
	0057/09	Faute présumée d'un fonctionnaire de l'ONUCI
	0068/08	Faute présumée de fonctionnaires à la MINUT
	0074/09	Soumission collusoire présumée de la part de fournisseurs à la MINUSTAH
	0138/09	Manquement présumé de la part de fonctionnaires de la FINUL à l'obligation qui leur incombait de s'assurer que les dossiers d'appel d'offres suivent une procédure régulière
	0154/06	Cas présumé de corruption mettant en cause un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0154/09	Faute présumée d'un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0185/09	Allégation faisant état d'une surfacturation par un ancien fournisseur de la MINUSTAH
	0201/09	Allégation faisant état d'un comportement proscrit de la part d'un fonctionnaire affecté à la MINUL
	0258/07	Cas de fraude présumée de la part de fonctionnaires à l'ONUCI
	0259/09	Cas présumé d'exploitation et de violences sexuelles mettant en cause des agents du maintien de la paix affectés à la MONUC
	0332/08	Conduite répréhensible de la part de fonctionnaires de la MINUK
	0373/09	Violences sexuelles commises par un fonctionnaire du BINUB
	0405/07	Faute présumée de fonctionnaires de la MONUC
	0416/08	Participation d'un ancien fonctionnaire de la MANUI à des activités extérieures non autorisées

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0417/09 et 0615/07	Faute professionnelle de la part d'un fonctionnaire de l'ONUCI
	0427/08	Affaire présumée de trafic d'armes à feu mettant en cause un fonctionnaire de la MONUC
	0429/07 et 0005/09	Irrégularités présumées dans la gestion des achats et marchés mettant en cause des fonctionnaires de la FINUL
	0434/09	Sollicitation présumée de paiements auprès de fournisseurs locaux par un fonctionnaire de la MANUA
	0437/08	Cas présumé de corruption mettant en cause un fonctionnaire de l'ONUCI
	0438/09	Faute présumée d'un membre de la police des Nations Unies à la MINUT
	0448/05	Cas présumé de corruption mettant en cause un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0453/05	Cas présumé de favoritisme de la part d'un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0456/08 et 0670/07	Faute présumée de la part d'un fonctionnaire de la FINUL
	0457/08	Faute présumée de la part d'un fonctionnaire de l'ONUCI
	0462/09 et 0463/09	Utilisation frauduleuse par un fonctionnaire de la MINUSTAH de matériel informatique
	0463/06	Surfacturation de services par un fournisseur de la MINUSTAH
	0486/08	Cas présumé de violences et d'exploitation sexuelles mettant en cause un fonctionnaire de la MINUL
	0488/08	Conflit d'intérêt impliquant un fonctionnaire de l'ONUCI
	0530/08	Cas présumé de violences et d'exploitation sexuelles mettant en cause un fonctionnaire de la MINUL
	0537/09	Cas présumé d'exploitation et de violences sexuelles à l'encontre d'un mineur par un membre de la police des Nations Unies à la MINUSTAH
	0548/08	Conflit d'intérêt mettant en cause un fonctionnaire de la MINUK
	0549/08	Cas d'exploitation et de violences sexuelles mettant en cause un fonctionnaire de la MINUNEP
	0555/08	Cas de violences et d'exploitation sexuelles mettant en cause un fonctionnaire de la MINUL
	0562/08	Cas présumé d'exploitation et de violences sexuelles mettant en cause un fonctionnaire de la FINUL

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0563/08	Menaces présumées proférées à l'encontre d'un fonctionnaire de la MINUK
	0580/08	Accident mortel de la circulation à la MINUT
	0602/09	Cas présumé d'exploitation et de violences sexuelles à la MINUSTAH
	0675/07 (Part A et Part B)	Cas d'exploitation et de violences sexuelles de la part d'un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0702/07	Cas présumé d'exploitation sexuelle mettant en cause un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0735/05	Irrégularités présumées en matière d'achats à la MINUL
DGACM	0160/10	Cas de violation du règlement du personnel concernant l'exercice d'un emploi en dehors de l'Organisation par un fonctionnaire du Siège
DG	0052/09	Cas présumé d'abus dans la gestion et la fourniture de substances réglementées au Siège de l'ONU
	0229/05 et 0236/05	Faute présumée de la part d'un fonctionnaire au Siège de l'ONU
	0291/09	Tentatives frauduleuses de retrait d'espèces de comptes de l'ONU
DG/BPPBC	0395/07	Versement d'indemnités journalières de subsistance à des observateurs civils entre 2005 et 2007, à la Commission mixte Cameroun-Nigéria
DPI	0512/08	Publication de fausses informations dans un document officiel par un fonctionnaire au Siège de l'ONU
	0893/06	Cas présumé de fraude et de corruption au centre d'information des Nations Unies à Islamabad
CEA	0364/05 et 0378/07	Irrégularités présumées dans le recrutement à la CEA
CIC	0010/07	Atteinte présumée aux droits d'auteur par un fonctionnaire du Centre international de calcul
TPIR	0036/07	Cas présumé d'exercice d'activités professionnelles irrégulières par un fonctionnaire du Tribunal pénal international pour le Rwanda
	0060/07	Irrégularités en matière d'achat liées à un contrat de transport mettant en cause des fonctionnaires du TPIR
	0129/08	Cas présumé d'exploitation sexuelle mettant en cause un ancien fonctionnaire du TPIR
	0172/08	Cas présumé de fausses déclarations de la part d'un fonctionnaire du TPIR

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0270/07	Fausse déclaration de la part d'un fonctionnaire du TPIR
	0349/07	Exercice par un fonctionnaire du TPIR d'activités commerciales en dehors de l'Organisation
	0409/09	Mort suspecte d'un fonctionnaire du TPIR
	0542/06	Cas d'irrégularités dans le recrutement et de conflit d'intérêt au TPIR
	0560/06	Cas présumé de voies de fait commises par un fonctionnaire du TPIR
	0674/07	Irrégularités commises par un fonctionnaire du TPIR lors du recrutement d'un fournisseur
	0782/06	Cas présumé d'irrégularités, de discrimination et d'abus de pouvoir mettant en cause des fonctionnaires du TPIR
BCAH	0167/09	Cas présumé de sévices sexuels mettant en cause un fonctionnaire du Bureau de la coordination des affaires humanitaires
BTIC/DGACM	0423/09	Violation présumée des règles en vigueur à l'ONU par des fonctionnaires du Secrétariat
CNUCED	0205/09	Faute présumée d'un fonctionnaire de la CNUCED
	0235/07	Atteinte à la vie privée et usurpation d'identité présumées par un ancien fonctionnaire de la CNUCED
PNUE	0377/08	Utilisation frauduleuse de matériel informatique par un fonctionnaire du PNUE
	0384/05	Détournement de fonds par un fonctionnaire du PNUE
	0645/07	Affaire présumée de lettre de nomination frauduleuse au PNUE
ONU-Habitat	0922/06	Non-divulgence d'un lien familial par un fonctionnaire d'ONU-Habitat
ONUG	0175/09	Irrégularités en matière d'achat à l'ONUG
	0386/08	Activités illicites au sein des Services de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies à l'ONUG
ONUN	0038/06	Affaire présumée de fausses demandes de remboursement d'heures supplémentaires par un fonctionnaire à l'ONUN
	0551/08	Cas présumé de conflit d'intérêts mettant en cause un fonctionnaire de l'ONUN
	0557/08	Introduction présumée de changements dans les dossiers administratifs stockés dans le Système intégré de gestion de l'ONUN

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
ONUV	0183/09	Acceptation présumée par un fonctionnaire de l'ONUV d'instructions d'un organe gouvernemental
	0358/08	Cas présumé de faute professionnelle à l'ONUV
UNRWA	0174/09	Cas de fraude liée à une demande de prestation à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
ONUST	0192/08	Abus de pouvoir, violation des règles, règlements et instructions administratives par un fonctionnaire de l'ONUST
